

Lors de la troisième réunion ministérielle annuelle de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (la CCDA), le Canada a contracté un premier engagement au titre d'un projet de grande envergure parrainé par la CCDA, à savoir la réfection du chemin de fer Nacala-Entrelagos. L'objectif visé est de moderniser la portion du chemin de fer qui relie le Malawi à la Zambie après avoir traversé le Mozambique, entre Nacala dans le nord du Mozambique et Entrelagos à la frontière du Malawi. Ces pays sans littoral pourront ainsi avoir accès à des installations portuaires.

Amérique latine et Antilles

La majorité des pays d'Amérique latine et des Antilles ont connu de graves difficultés économiques en 1982. L'instabilité politique et les soulèvements civils ont accaparé l'attention du monde comme jamais auparavant. Mentionnons en particulier l'accroissement de la violence en Amérique centrale, et le conflit des îles Falkland.

Le Canada a joint sa voix à celle de nombreuses autres nations pour condamner la violation par l'Argentine de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, ce pays ayant en effet eu recours à la force militaire pour régler un litige international. À l'instar de la Communauté européenne et d'autres pays, le Canada a décrété un embargo sur toutes les ventes de matériel et de fournitures militaires à l'Argentine, suspendu l'octroi de crédits à l'exportation et cessé les importations de toutes les marchandises en provenance de l'Argentine. Il a cependant choisi de se montrer correct dans ses relations avec l'Argentine pendant toute la durée de la crise; depuis que les hostilités ont cessé, les deux parties se sont prononcées en faveur du rétablissement de relations normales.

Le sous-comité de la Chambre des communes chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles a déposé en novembre son rapport final dans lequel il analyse les relations que le Canada a entretenues avec les pays d'Amérique latine ces dix dernières années. Conscients de ce que divers pays de la région sont aux prises avec des problèmes à la fois graves et complexes, ses auteurs réaffirment la volonté du Canada d'utiliser de son influence quand il en a la possibilité pour favoriser le recours à des solutions pacifiques de préférence à la confrontation armée et à la violation généralisée des droits de la personne. Les membres du sous-comité ont aussi majoritairement recommandé que le Canada devienne membre à part entière de l'Organisation des États américains (OEA).

De nouveaux gouvernements ont été élus au Mexique, au Honduras, en République dominicaine, au Costa Rica et en Colombie. En Bolivie, l'arrivée au pouvoir d'un régime qui a promis de rétablir la démocratie a été bien accueillie. En Argentine, le président Galtieri a été déposé et la nouvelle junte a promis de tenir des élections générales. Des élections controversées ont eu lieu en mars au Salvador, pays où la violence est quotidienne. Au Guatemala, les élections frauduleuses ont été suivies d'un coup d'État à l'issue duquel a été instauré un nouveau régime voué à la réforme et au respect des droits de la personne, ce qui n'a pas empêché de nouveaux incidents violents de se produire dans les campagnes. Des escarmouches frontalières ont eu lieu entre le Nicaragua et ses voisins, le Honduras et le Costa Rica. Les démarches en-

treprises pour instaurer la paix dans la région n'ont pas porté fruit. Le Guatemala n'a pas réussi à régler ses revendications territoriales avec Belize. Devant les épreuves subies par les populations civiles, le Canada a décidé de donner plus d'ampleur à son programme d'admission de réfugiés en provenance d'Amérique latine.

Aux prises avec des crises financières d'une gravité sans précédent, la plupart des pays d'Amérique latine ont tenté de faire rééchelonner leur dette extérieure. Les graves difficultés économiques auxquelles la région doit faire face se sont traduites par des dévaluations, des contrôles plus stricts des devises et un resserrement des exigences relatives à l'obtention de permis d'importations. Les exportations canadiennes à destination de l'Amérique latine et des Antilles ont diminué de 20 pour cent, et les importations en provenance de cette région, de 15 pour cent par rapport à 1981. Les biens manufacturés représentaient plus de 60 pour cent de nos exportations, qui se sont chiffrées à 3 milliards de \$. Pour ce qui est des importations, il s'agissait majoritairement de produits agricoles et de matières premières, environ 60 pour cent de celles-ci étant constituées de pétrole mexicain et vénézuélien.

Malgré les difficultés économiques de la région, voire en raison même de la détérioration de la situation commerciale et du besoin impératif de protéger ses débouchés, le Canada s'est tout particulièrement attaché à accroître ses échanges commerciaux avec ces pays. Ainsi, le ministre d'État au Commerce international rendait public en juillet le Plan d'expansion des exportations canadiennes au Brésil, en vue de renseigner les entreprises des secteurs public et privé intéressées à exporter vers ce pays. Par suite de la participation du Canada à 14 foires commerciales régionales et de l'envoi à l'étranger de 30 missions commerciales, le Programme des missions et foires commerciales a produit plus de 80 millions de \$ des ventes prévues à l'exportation. La Foire commerciale internationale de Bogota a rapporté à elle seule plus de 6 millions de \$ au Canada en ventes immédiates. La plus importante manifestation entièrement canadienne a été l'exposition de matériaux de construction présentée à Trinité par 42 sociétés canadiennes; incidemment, elle a remporté beaucoup de succès.

Les relations politiques et commerciales que le Canada entretient avec les pays de la région ont été mises en valeur à l'occasion de visites effectuées par certains ministres. En 1982, le Premier ministre s'est rendu au Mexique en compagnie d'une délégation de gens d'affaires. Des ministres canadiens ont effectué des visites au Brésil, au Mexique, en Colombie, au Venezuela et à Trinité-et-Tobago, des ministres péruviens, colombiens, nicaraguayens et mexicains faisant de même au Canada. En juillet, le président Figueiredo du Brésil s'est rendu au Canada à la tête d'une importante mission composée de huit ministres et d'au moins une centaine de représentants du monde des affaires. C'est à cette occasion qu'a été signé un protocole d'entente en vertu duquel les deux pays se sont engagés à tenir des consultations politiques dans le contexte de l'accord conclu. Pendant l'année, le Venezuela a lui aussi signé un accord semblable avec le Canada, et des réunions de comités mixtes commerciaux et économiques ont eu lieu avec Cuba, le Brésil et le Mexique.

Grâce à l'intérêt accru porté à la région par le Canada, à la grande qualité de nos produits et aux modalités avan-